



Le plurilinguisme en Europe – traducteurs et interprètes : acteurs de la médiation interculturelle

Résumé de la manifestation du jeudi 19 mai 2022

Dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne pour le premier semestre 2022, la Fondation Genshagen a organisé le 19 mai 2022 au château de Genshagen une soirée franco-allemande portant sur le thème « **Le plurilinguisme en Europe – traducteurs et interprètes : acteurs de la médiation interculturelle** ».

Avant la guerre en Ukraine, la question du plurilinguisme avait été annoncée comme l'une des priorités de la présidence française. La législation européenne repose sur le principe du plurilinguisme et reconnaît les 24 langues officielles des États membres comme langues officielles de l'UE. Mais force est de constater que dans la pratique, l'utilisation des langues européennes dans les institutions européennes diminue au profit de l'anglais. Dans la société civile, la science et l'économie, l'anglais domine également largement le dialogue international. Même l'apprentissage de l'allemand et du français chez les élèves des deux pays partenaires est en recul, malgré des années d'efforts dans ce domaine. Que cela signifie-t-il pour le sentiment d'appartenance au projet européen et pour l'identité européenne ? Telle était la question centrale de cette manifestation durant laquelle il s'agissait également de se pencher sur la contribution de la traduction au plurilinguisme.



Tamym Abdessemed

Cette soirée animée par le journaliste **Johannes Kulms** était l'occasion de mettre en lumière le rôle des interprètes, des traductrices et des traducteurs dans la médiation interculturelle en Europe, et notamment entre la France et l'Allemagne.

La soirée s'est ouverte sur le discours d'introduction de **Tamym Abdessemed**, directeur général de l'Institut de management et de communication interculturels (ISIT) à Paris. Aujourd'hui principalement menacé par le « globish » et l'usage hasardeux des nouveautés technologiques, « **le plurilinguisme ne doit pas être négociable en Europe** », a affirmé Tamym Abdessemed. Même si ce chemin est plus complexe, coûteux et exigeant, il faut le choisir et le défendre.



Amandine Thiriet et Barbara Klaus-Cosca de Saltim'Band.



De g. à dr. : Christian Lequesne (en ligne depuis Paris), Johannes Kulms et André Lindemann.

Selon lui, la devise de l'Europe, « Unie dans la diversité » pour construire durablement paix et prospérité passe par le plurilinguisme. Le refuser mènerait à terme au refus de l'esprit européen, car il est une condition essentielle au lien entre les peuples et l'idée européenne. D'après Abdessemed, il garantit « une Europe des peuples, des cultures, et de la diversité des pensées et des pratiques, donc une Europe des citoyens et non pas des seules institutions ». Pour cela, les professionnels de l'intermédiation doivent être formés à l'expertise interculturelle et à sa mise en pratique dans différents métiers, mission à laquelle contribue l'ISIT depuis 65 ans. A l'issue de cette introduction thématique, la soirée s'est poursuivie à travers trois dialogues portant sur les domaines « politique », « littérature » et « société ». Le quatrième dialogue était constitué d'interludes musicaux du duo franco-allemand **Saltim'Band** avec **Amandine Thiriet** au chant et **Barbara Klaus-Cosca** à l'accordéon, qui ont agrémenté la manifestation.

Le premier échange s'est penché sur **la traduction comme médiation en politique** et réunissait **Christian Lequesne**, professeur de politique européenne à l'Institut d'études politiques à Paris, et **André Lindemann**, membre du conseil d'administration de FIT Europe – centre régional de la Fédération internationale des traducteurs. Christian Lequesne a donné un aperçu du rapport public « Diversité linguistique et langue française en Europe » qu'il a dirigé en 2021 à la demande du gouvernement français. Si le rapport constate le recul de la pratique du multilinguisme dans les institutions européennes – dû principalement au pragmatisme, à la nécessité de se faire comprendre, aux coûts de la diversité linguistique, au manque d'incitation au multilinguisme de la part de la hiérarchie européenne et à un phénomène d'autocensure – il stipule qu'il n'est pas trop tard pour relancer le multilinguisme dans les institutions

européennes, et soumet 26 recommandations qui œuvrent dans ce sens. André Lindemann, qui a également fait part de son expérience pratique en tant que traducteur et interprète dans la région frontalière germano-polonaise, a souligné l'importance de la traduction à un haut niveau politique en citant un ancien secrétaire général de l'ONU, qui avait forgé la phrase selon laquelle le destin du monde dépendait en premier lieu des hommes et des femmes d'État et en second lieu des interprètes. Au cours de la discussion, les deux intervenants ont remarqué que cela n'avait pas beaucoup de sens que l'anglais soit la langue la plus utilisée dans les institutions européennes alors que ce n'est pas la langue natale de la grande majorité des fonctionnaires européens. Cette utilisation de l'anglais ne résulterait pas d'un problème de connaissance d'autres langues européennes, mais d'une « pratique sociale ». Christian Lequesne s'est par ailleurs défendu contre l'accusation récurrente visant à dire que la France aurait fait du plurilinguisme l'axe essentiel de sa présidence afin de promouvoir le français en Europe. Il ne s'agirait pas de vouloir remplacer l'anglais par le français, mais bien de défendre la diversité linguistique au sein de l'Europe.

André Lindemann a également rappelé que les connaissances linguistiques apportent une différence fondamentale dans les négociations politiques et diplomatiques. **Connaître la langue de l'autre, c'est donner l'impression de l'intérêt pour la culture de l'autre, ce qui crée de la confiance.** Christian Lequesne a également relevé que cette question joue un rôle important pour les citoyens dans les territoires nationaux : si les politiques européens ne s'expriment qu'en anglais, cela renforce un sentiment de rejet des élites politiques et nourrit les idéologies populistes, et donc le sentiment anti-européen. Sur la question de la traduction, André Lindemann a cité l'ancien ministre fédéral des Affaires étrangères Hans-Dietrich



Johannes Kulms en conversation avec Frédéric Ciriez (à g.) et Jörn Cambreleng (à dr.).

Genscher : « Dans une langue étrangère – sans interprète – on dit ce que l'on peut dire, et non ce que l'on veut dire ». Pour lui, la contribution des interprètes et des traducteurs professionnels est essentielle afin de transmettre le contexte culturel, social et historique dans les messages politiques. Par ailleurs, la traduction et l'interprétation dans les institutions de l'UE représentent moins de 1 % du budget annuel de l'UE, cet argument n'est donc pas valable pour renoncer au plurilinguisme au sein de l'UE.

La traduction comme médiation en littérature était le sujet du deuxième entretien au cours duquel l'écrivain **Frédéric Ciriez** et **Jörn Cambreleng**, directeur de l'Association pour la promotion de la traduction littéraire (ATLAS) à Arles, ont d'abord échangé sur la question de savoir qui a le droit de traduire qui. Pour Jörn Cambreleng, la traduction a affaire avec l'altérité, donc vouloir limiter le domaine de compétence des traducteurs à ce qui constitue une partie de leur identité, est une façon de nier ce qu'est la traduction. Selon lui, le débat qui s'est installé depuis la polémique sur le choix d'une traductrice blanche pour la traduction de la poétesse noire Amanda Gorman, a surtout à voir avec des questions politiques, de visibilité des minorités et de sous-représentation des minorités dans la profession, questions tout à fait justifiées, mais qui n'ont pas vraiment de lien avec la traduction elle-même. Il s'agirait plutôt d'un phénomène sociologique. Pour Ciriez, auteur d'un roman graphique sur Frantz Fanon, penseur révolutionnaire martiniquais des luttes anticoloniales du 20^e siècle, ce débat interroge à juste titre la question de l'universalisme. Il faut cependant se méfier des interdictions et des assignations identitaires qui sont dangereuses. Toutefois le débat a apporté de la visibilité à la question de la traduction, même si c'était sous un angle caricatural.

La discussion a ensuite repris les échanges du premier dialogue, affirmant qu'*il ne s'agissait pas de remplacer un monolinguisme par un autre, et que l'Allemagne, elle aussi, devrait prendre position dans le combat contre l'hégémonie de l'anglais*. En France, l'idée – datant de l'époque de la Terreur – que pour être un bon Français, il faut oublier sa langue d'origine, est toujours à l'œuvre et influe toujours fortement sur l'identité nationale symbolisée par la langue française. Or, il faut pousser les citoyens européens à la maîtrise de plusieurs langues.

Les deux intervenants ont ensuite échangé leurs points de vue sur les relations entre auteurs et traducteurs. Pour la traduction littéraire, une relation de confiance doit être instaurée entre traducteur et écrivain. Celle-ci peut être plus difficile si l'auteur ne parle pas la langue dans laquelle son livre est traduit. Jörn Cambreleng a souligné que même pour les traductions littéraires – en tout cas pour des textes littéraires peu exigeants – les traducteurs et traductrices pourraient être menacés par les outils de traduction automatique, dont les progrès sont conséquents. On voit se mettre en place dans un futur proche un travail de post-édition où le rôle du traducteur consisterait à retravailler la traduction automatique. Or l'usage de la post-édition ne sera pas sans conséquences, car le traducteur ne pourra pas ne pas être influencé par la première traduction proposée par l'outil automatique, le travail du traducteur étant pourtant d'aller interpréter « le souffle de l'écrivain ». Frédéric Ciriez voit lui également dans les outils de traduction automatique un danger pour la littérature, car ils ne supportent pas l'étrangeté et l'ambiguïté de sens, qui font pourtant tout l'enjeu d'un texte littéraire.

Le troisième et dernier dialogue portait sur le **plurilinguisme dans les sociétés européennes**. **Christiane Bey**, membre du bureau national de l'Association pour le Développement de l'Enseignement de l'Allemand en France (ADEAF) et **Natascha Dalügge-Momme**, membre du conseil d'administration de l'association des traducteurs et interprètes professionnels ATICOM, ont discuté du plurilinguisme dans les familles, de l'apprentissage des langues étrangères à l'école et de la valorisation différente des langues. Christiane Bey, ancienne professeure d'allemand, a déclaré que les échanges franco-allemands sont la bouée de sauvetage de l'apprentissage de l'allemand en France. S'il n'y a pas d'échanges, le désintérêt pour l'allemand



Natascha Dalügge-Momme fait part de son expérience en tant qu'interprète.



Sophie Coumel lors de ses mots de conclusion.

augmente. L'Allemagne souffrirait d'un déficit d'image en France et les professeurs d'allemand se sentiraient donc missionnés : c'est à eux de promouvoir l'Allemagne et la langue allemande en France, ils sont les ambassadeurs de la culture allemande. Sans quoi il n'est pas possible de maintenir un nombre important d'élèves qui apprennent l'allemand. Natascha Dalügge-Momme a indiqué qu'il est toujours utile de connaître plusieurs langues, véritables ponts entre les cultures. Cependant, toutes les langues n'ont pas le même statut et la même facilité d'accès. **Les langues proposées à l'école ne sont pas forcément les langues parlées dans les familles.** Christiane Bey a confirmé qu'en France beaucoup de familles parlent arabe et pourtant le nombre de jeunes qui ont accès à l'enseignement de l'arabe à l'école est minime, ce qui constitue un véritable problème. Et cela concerne d'autres langues également, comme le portugais ou des langues africaines qui ne sont même pas envisagées pour l'enseignement. Or, chaque tentative d'ouverture de classes d'arabe crée des mouvements protestataires.

Natascha Dalügge-Momme observe par ailleurs un retour en arrière du nombre de langues enseignées également à l'université en Allemagne : le russe par exemple est de moins en moins enseigné pour les futurs traducteurs, car considéré comme trop difficile. Mais ces langues ne sont pas remplacées : si certaines langues africaines ou de l'ex-Union soviétique sont certes de plus en plus demandées sur le terrain, par exemple pour les questions en lien

avec l'arrivée de réfugiés, elles ne sont pourtant pas enseignées à l'université. L'importance qu'on accorde aux langues dépend également fortement du développement des relations économiques entre les pays.

La soirée s'est achevée avec les mots de conclusion de **Sophie Coumel**, directrice de l'Institut Français de Berlin. Si les instituts français contribuent au quotidien à promouvoir la langue française, le plurilinguisme n'en reste pas moins un axe de travail qui se trouve au cœur de la diplomatie culturelle. Il s'agit de mettre en valeur la promotion d'une véritable diversité linguistique qui ne s'arrêterait pas au français, à l'allemand ou à l'anglais. Prendre en compte les langues régionales et les langues d'origines des élèves est essentiel. **La culture joue elle aussi un rôle important dans la question du plurilinguisme car elle éveille l'intérêt du public pour les langues à travers les arts, la musique, la photographie, la littérature ou le cinéma.** Des manifestations dans différentes langues permettent de découvrir des idées, des cultures et des pays différents. Il faut conserver l'envie de découvrir l'autre sans craindre de se confronter à une langue que l'on ne comprend pas. Il faut s'attacher au plurilinguisme afin de maintenir la diversité de l'Europe.

Une publication de la Fondation Genshagen, juin 2022





Photos : © Stiftung Genshagen | Jens Jeske

Avec l'aimable soutien de :



Contact

Noémie Kaufman
+49 3378 8059 35
kaufman@stiftung-genshagen.de

 @SGenshagen
 @StiftungGenshagen
 @stiftunggenshagen
 youtube

Nos fondateurs :

